



Délégués en exercice 33
Présents 28
Votants 29
Convocation le 06/10/2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS Du 12 octobre 2023

L'an deux mil vingt-trois, le douze octobre à vingt heures, les membres du Conseil communautaire dûment convoqués se sont réunis en session ordinaire à la mairie de Tinchebray, sous la présidence de Monsieur Bernard Soul.

Étaient présents (P) ou absents (A) suppléants (S).

CHRÉTIEN Sébastien	P	CORBIERE Julien	P	COSTARD Serge	P	DAVY Bernard	P	DECOSSE Daniel	P
DEROUET Christian	A	DEVERE Bruno	P	DROMER Joël	P	DURIEZ Christian	P	FERARD Pierre	P
GOUAULT Françoise	A	GROUSSARD-HUBERT Évelyne	P	GUERIN Jacqueline	P	GUILMIN Maxime	P	JARRY Yveline	P
LECORDIER Christophe	P	LEGALLE Michel	A	LEPONT Philippe	P	LERALLU Didier	P	LEROY Éric	P
LEVÉE Céline	P	MAUPAS Dominique	P	MOISSERON Franck	P	PICARD Christian	P	PORQUET Josette	P
POTHE Michelle	P	PRIEUR Jean-Yves	P	RENAULT Jean-Louis	P	RIFLET Virginie	A	ROULLIER Frédérique	P
ROUSSELET Cécile	A	SOUL Bernard	P	TALLONEAU Sylvie	P				

Avait donné pouvoir : Michel Legalle à Céline Levée.

Secrétaire de séance : Frédérique Roullier.

850DE2319N02 Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)

Le Président propose que le Conseil communautaire de Domfront-Tinchebray Interco s'oppose à la modification du SRADDET telle que présentée par l'Assemblée plénière du Conseil régional de Normandie votée le 2 mai 2023 et adressée par le Président du Conseil régional par un courrier en date du 13 juillet et reçu le 31 juillet et visant à définir la mise en œuvre du Zéro Artificialisation Nette (ZAN).

Cet avis négatif se fonde principalement sur 3 points :

1/ Les chiffres communiqués servant de base aux calculs de consommation d'espaces agricoles ou naturels sur les 10 dernières années ne sont ni documentés, ni objectivés et ne peuvent donc être vérifiés par les territoires. Alors que les intercommunalités de l'Orne avaient été interrogées sur leur préférence quant à la typologie des données sources, à l'unanimité quasiment, elles s'étaient prononcées pour les données du Céréma. Ce point n'a pas été entendu.

2/ Les éléments de pondération remis avec le courrier du Président du Conseil régional et proposés pour servir de base au SRADDET quant à la possibilité de consommation de chaque territoire pour la période en cours, ne correspondent pas aux attentes d'un territoire rural telle que la Communauté de communes de Domfront-Tinchebray Interco. Malheureusement ils font la part belle aux grands ensembles urbains qui vont pouvoir continuer à artificialiser à outrance. Les calculs établis sur les consommations passées donnent clairement une prime aux « mauvais élèves ». Pénalisant ainsi les territoires peu denses, à l'image des EPCI de l'Orne qui ont été vertueux durant les 20 dernières années, ont peu fait d'aménagement consommateurs d'espaces, mais qui doivent demain accélérer les Zones d'activités, les zones à bâtir individuelles, les infrastructures notamment routières. Les territoires comme l'intercommunalité auraient clairement dû être beaucoup plus avantagés en terme de consommation d'espaces pour les aider à se redynamiser. Ce n'est pas la philosophie de la modification du ZAN et du SRADDET et c'est un regret.

3/ Les projets d'intérêt régional et le trait de côte sont pris sur le quota de chacun alors qu'ils ne vont, vraisemblablement, pas se trouver dans l'Orne et encore moins dans l'intercommunalité de Domfront-Tinchebray. Il n'y a également aucune garantie que les projets qui concernent Domfront-Tinchebray Interco seront pris dans cette enveloppe régionale : déviation de Domfront, ZA de St Quentin les Chardonnets, future Zone Intercommunale de Domfront. Le choix des infrastructures appelées à intégrer le quota régional n'a pour l'instant pas été arrêté et reste essentiel pour une intercommunalité

Argentan
Date de réception de l'AR: 13/10/2023
061-200071520-850DE2319N02-DE

comme Domfront-Tinchebray Interco qui pourrait, rien qu'avec la déviation de Domfront voir son quota d'artificialisation d'ores et déjà rempli en grande partie avec cette infrastructure importante mais qui servira à tous les usagers du sud Bocage et sud Manche.

En conclusion, le ZAN issu de la Loi Climat et Résilience est une mesure redoutable pour le territoire rural car il va brider, voire anéantir le développement futur. Cette mesure est donc tout simplement inacceptable. Sa mise en œuvre par la Région Normandie, à son détriment mais en application de la loi, place le Conseil communautaire dans une position inconfortable en lui donnant la responsabilité de trancher entre ses territoires.

Conscients de la nécessité de garantir à l'agriculture des surfaces suffisantes pour son activité, mais les abus des grands centres urbains et de leurs périphéries ne doivent pas appeler une réponse quasi-identique sur tous les territoires.

Conscients également que la Région Normandie a toujours à cœur dans ses politiques d'aménagement du territoire d'aider les territoires ruraux et les intercommunalités notamment au travers de sa politique contractuelle. Mais que ce ZAN, qu'elle a obligation de porter, va totalement à l'encontre de sa volonté politique et de l'énergie qu'elle déploie pour être un partenaire actif.

Au regard de l'ensemble de ces éléments,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- S'oppose à la mise en œuvre du ZAN telle qu'elle est proposée dans les documents de révision du SRADDET.

Ainsi fait et délibéré,
Pour copie certifiée conforme transmise en sous-préfecture

La secrétaire de séance,
Frédérique ROULLIER



Le Président,
Bernard SOUL



Argentan
Date de réception de l'AR: 13/10/2023
061-200071520-850DE2319N02-DE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois à compter de la réception par le représentant de l'État et de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.